

Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 11930790093

auprès du préfet de région ILE DE FRANCE

Numéro SIRET de l'organisme de formation : 84421160700016

N° Siret de l'agence émettrice : 84421160700016



Convention n° : 18032609083

Page 1/3

Entre **LES FORMATEURS PARISIENS** dont le siège social est situé 147 rue Anatole France - 93700 DRANCY
représenté par **FAUVEL NOAM**, co-gerant
d'une part, ci-après dénommé l'organisme de formation,

Et l'entreprise Nom : **LES INTERIMAIRES PROFESSIONNELS INDUSTRIE & BATIMENT**
SIRET : **98132333000390**
N° TVA Intra. : **NC**
Adresse : **121-123 - rue de Picpus**
Code postal : **75012** Ville : **PARIS**

Personne chargée du suivi du dossier dans l'entreprise :

Nom : **DIENAKOKO**
Fonction : **Assistante d'agence**

Prénom : **JANICE**
Téléphone : **0143448709**

d'autre part, ci-après dénommée l'entreprise,

En application des dispositions de la sixième partie du Code du travail portant sur l'organisation de la formation professionnelle continue tout au long de la vie, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour l'organisation d'une action de formation intitulée :

- ✓ **Préparation à l'habilitation électrique B0-H0-H0V & Opérations non électriques sur canalisations enterrées laissées sous tension HF BF**
- Cat. B0 exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, basse tension)
 - Cat. H0 exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, haute tension)
 - Cat. H0V exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, haute tension)
 - Cat. BF exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, basse tension)
 - Cat. HF exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, haute tension)
- (1 jour soit 10.5 heures)**
Tarif session : 1190EUR
Modalité de formation souhaitée : Présentiel
Nature de l'action de formation souhaitée : Action de formation

Article L.6353-1 du Code du travail

Pour la réalisation des actions mentionnées à l'article L.6313-1, une convention est conclue entre l'acheteur et l'organisme qui les dispense, selon des modalités déterminées par décret.

Action de formation entrant dans le champ de l'article L.6313-1 du Code du travail.

Article L.6313-1 du Code du travail

Les actions concourant au développement des compétences qui entrent dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle sont :

1. Les actions de formations;
2. Les bilans de compétences;
3. Les actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience, dans les conditions prévues au livre IV de la présente partie;
4. Les actions de formation par apprentissage, au sens de l'article L. 6211-2.

Cette formation peut faire l'objet d'une sous-traitance totale ou partielle auprès d'un opérateur dûment habilité par LES FORMATEURS PARISIENS qui reste le garant de la correcte mise en oeuvre de la dite formation. Les caractéristiques, contenus et objectifs sont présents dans la fiche de formation correspondant à l'action considérée.

Article 2 MODALITES DE FORMATION PREVUES

Voir annexe n° 1 page 3

Article 3 SITUATION DES STAGIAIRES

Les salariés de l'entreprise qui suivent le stage visé par la présente convention sont dans la situation de travailleurs en congés de formation. En cas d'impossibilité pour le salarié de suivre le stage, l'organisme de formation sera prévenu immédiatement par l'entreprise qui supportera les conséquences de cette annulation (selon les conditions de vente jointes).

Les frais de déplacement, d'hébergement et/ou de restauration des salariés restent à la charge de l'entreprise quels que soient les lieux, la durée ou modalités de la formation et les conséquences qui pourraient en modifier le bon déroulement.

Article 4 COÛT DU STAGE : 1 190,00 € (montant global net de TVA)

Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 11930790093
auprès du préfet de région ILE DE FRANCE

Numéro SIRET de l'organisme de formation : 84421160700016

N° Siret de l'agence émettrice : 84421160700016



Convention n° : 18032609083

Page 2/3

Article 5

MODE DE REGLEMENT

Dans le cas d'une prise en charge de ces frais par un organisme mutualiste agréé, l'entreprise peut prétendre au remboursement des sommes engagées pour cette formation. Elle doit fournir à l'organisme de formation **un justificatif de prise en charge AVANT le début de la formation.**

A défaut, ou en cas de refus de l'organisme de mutualisation, l'entreprise s'engage à supporter les frais de formation.

Modalités de règlement:

La réalisation de l'action de formation fera l'objet de facture(s), le paiement des sommes dues se fera soit:

☐ Par l'entreprise : ☐ par virement ☐ par chèque

☐ à la réception du document

☐ à 30 jours

☐ autre:

Adresse de facturation si différente:

☐ Par l'OPCO de l'entreprise: l'entreprise demande le paiement direct par son OPCO à l'organisme de formation du coût correspondant à la formation réalisée dans le cadre de cette convention, sous réserve des dispositions de l'article L.63531 du Code du Travail. L'entreprise s'engage à la prise en charge financière de la formation auprès de son OPCO avant de demander la subrogation de paiement. A défaut, l'organisme de formation facturera directement l'entreprise.

Article 6

DIFFERENDS EVENTUELS

Si une contestation ou un différend n'a pas pu être réglé à l'amiable, le tribunal de BOBIGNY sera seul compétent pour régler ce litige. L'acceptation de la présente convention vaut accord des conditions générales de vente jointes en annexe.

Fait à DRANCY 93700, le 23 octobre 2026 en deux exemplaires

Pour l'entreprise
Nom - Fonction- Signature - Tampon

LES INTERIMAIRES PROFESSIONNELS - LIP
18 Impasse de l'Asnault - 69300 LYON - Cedex 07
Tél. 04 72 74 06 05 / www.lyonlip.com
SIREN 870424500 / APE 78.20 Z
SAS au capital de 1 000 000 €

Pour LES FORMATEURS PARISIENS
FAUVEL NOAM

Les Formateurs Parisiens
(LFP)
147 Rue Anatole France
93700 Drancy
Siret 844 211 607 00016



Convention n° : 18032609083

Page 3/3

ANNEXE 1 MODALITES DE FORMATION

Module	HF BF&H0 B0 H0v_Session Préparation à l'habilitation électrique B0-H0-H0V & Opérations non électriques sur canalisations enterrées laissées sous tension HF BF - Cat. B0 exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, basse tension) - Cat. H0 exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, haute tension) - Cat. H0V exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, haute tension) - Cat. BF exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, basse tension) - Cat. HF exécutant - Travaux d'ordre non électrique (exécutant, haute tension) (1 jour soit 10.5 heures) Tarif session : 1190EUR Modalité de formation souhaitée : Présentiel Nature de l'action de formation souhaitée : Action de formation
Durée	10 heures 30 sur 1 jour
Lieu	LES FORMATEURS PARISIENS SAINT DENIS, 65 RUE PAUL ELUARD, 93200 SAINT DENIS 65 RUE PAUL ELUARD, 93200 SAINT DENIS
Période	Le 19/09/2026
Modalité	Réservation sur l'action de formation : 03032609061
Nature de l'action	Action de formation
Apprenants	M DIALLO Alassane M ATTIS Jean Ronald M Paul JN Marc M ABDALLAH Khaled Walid M SOW Dialel M GORY Serinte M SOUIDI El Miloud M MAGASSA Makamba M MOUSSOUNI Lounas M POYATOS Philippe
Nb apprenant	10 apprenants

Pour l'entreprise
Nom - Fonction- Signature - Tampon

LES INTERIMMÉS PROFESSIONNELS - LIP
18 Impasse de l'Asynalle - 69366 LYON - Cedex 07
Tél. 04 72 74 05 05 / www.lipgroupelip.com
SIREN 879 423 000 / APE 78.20 Z
SAS au capital de 1 000 000 €

Pour LES FORMATEURS PARISIENS
FAUVEL NOAM

Les Formateurs Parisiens
(LFP)
147 Rue Anatole France
93200 Drancy
Siret 844 211 607 00016

Initiales

1. CONDITIONS DE RESERVATION D'UN STAGE DE FORMATION

L'inscription à un stage de formation n'est définitive qu'après réception :

- X D'un **chèque, d'un virement, d'un paiement en espèces ou carte bancaire représentant le montant total ou partiel** de la formation,
- X Du devis revêtu de la mention **"bon pour accord"**.

Dans le cas d'une prise en charge de l'action par un organisme mutualiste, le chèque, le virement ou autres moyens de paiement d'acompte est conservé au titre de la "garantie de réservation" et ne sera encaissé que dans le cas d'un désistement tel qu'envisagé à l'article 4.

Un échéancier peut être proposé par le centre de formation, mais en aucun cas, le règlement ne peut se poursuivre post-formation à l'exception d'accord express et prévu initialement au contrat ou à la convention.

2. MODALITES D'ACCEPTATION D'UN STAGE

La signature du devis vaut **acceptation** des présentes conditions générales de vente et prise de connaissance des pré-requis nécessaires pour suivre la formation considérée.

3. CONVOCATION DES PARTICIPANTS

Elle est adressée au plus tard **dans les 48 heures** qui précèdent le début du stage excepté dans le cas d'une réservation de stage en dernier lieu ou de circonstances exceptionnelles.

4. MODALITES D'ANNULATION PAR LE CLIENT

Tout devis ou document contractuel émanant de **LES FORMATEURS PARISIENS** et retourné par le client avec son « bon pour accord », sa signature ou toute validation formelle vaut acte de réservation ferme de la prestation de formation concernée.

Dans le cas de salariés d'entreprise, le client s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de permettre au(x) salarié(s) concerné(s) d'être présent(s) aux dates et horaires prévus et de suivre l'intégralité de la formation.

4.1 – Client entreprise / financement direct : moins de 5 jours ouvrés

Pour toute formation financée directement par une entreprise ou un client, toute annulation, report ou demande de modification intervenant **moins de cinq (5) jours ouvrés avant la date prévue de début de la formation**, ainsi que toute absence non justifiée, pourra entraîner la facturation de tout ou partie du montant de la prestation réservée.

Lorsque la formation a fait l'objet du versement d'un acompte, celui-ci pourra être **conservé intégralement à titre d'indemnité forfaitaire d'annulation**, sans préjudice de la possibilité de facturer les frais engagés spécifiquement pour la réalisation de la prestation lorsque ceux-ci ne sont pas couverts par l'acompte.

Le délai de cinq (5) jours ouvrés s'entend des jours habituellement travaillés par **LES FORMATEURS PARISIENS**, soit du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Toute annulation, demande de report ou modification devra être confirmée par écrit, par courrier, e-mail ou tout autre moyen permettant d'en établir de manière certaine la date et le contenu.

En cas d'annulation intervenant dans le délai de cinq (5) jours ouvrés, le client peut, sous réserve de l'accord préalable de **LES FORMATEURS PARISIENS**, proposer le remplacement du participant initialement inscrit par un autre salarié présentant les prérequis nécessaires et permettant le maintien de la formation dans des conditions compatibles avec les exigences pédagogiques, réglementaires et administratives applicables.

Le remplacement d'un participant ne constitue pas une annulation et ne donne donc pas lieu à l'application des indemnités prévues au présent article, sous réserve de l'acceptation préalable de **LES FORMATEURS PARISIENS**.

4.2 – Cas d'empêchement justifié / Force majeure et justificatifs

Les dispositions relatives aux indemnités d'annulation et d'absence prévues à l'article 4.1 ne s'appliquent pas lorsque l'empêchement résulte d'un **cas de force majeure** ou d'un événement grave, imprévisible et indépendant de la volonté du client ou du stagiaire, **sous réserve de la production d'un justificatif probant permettant d'établir la réalité de l'événement** et son lien avec l'impossibilité de participer à la formation.

Peuvent notamment être pris en considération, sous réserve de leur réalité et de leur justification :

- maladie, accident ou hospitalisation du participant ;
- accident grave, maladie grave ou hospitalisation d'un proche ;
- décès du participant ou d'un proche ;
- naissance d'un enfant
- reprise d'un emploi ou prise de fonctions professionnelle rendant impossible la participation à la formation ;
- refus exceptionnel d'autorisation d'absence par l'employeur pour un motif professionnel impérieux, lorsqu'il est dûment attesté ;
- convocation administrative ou judiciaire imprévisible et incompatible avec la participation à la formation ;
- tout autre événement extérieur, imprévisible et indépendant de la volonté du participant rendant objectivement impossible sa présence.

Cette liste n'est pas exhaustive.

La simple convenance personnelle, un changement de programme, un déplacement ou voyage personnel, un oubli, une erreur de planning ou toute autre circonstance ne présentant pas les caractéristiques d'un cas de force majeure ne permettent pas, à eux seuls, de suspendre les conditions d'annulation prévues au présent article.

La reconnaissance d'un empêchement justifié est subordonnée à la transmission d'un justificatif conforme aux dispositions de l'article 4.4.

4.3 – Client particulier / Mon Compte Formation : application des règles CPF

Lorsque la formation est financée, en tout ou partie, dans le cadre du dispositif **Mon Compte Formation (CPF)**, les règles d'annulation, d'absence, d'interruption, de remboursement et de règlement applicables sont celles prévues par les **Conditions Générales d'Utilisation et les Conditions Particulières de Mon Compte Formation en vigueur à la date de la prestation**, ainsi que par les procédures mises en œuvre par la **Caisse des Dépôts**.

Ces règles prévalent sur les dispositions générales du présent article lorsqu'elles sont applicables au dossier concerné.

À la date de mise à jour des présentes conditions, les règles Mon Compte Formation prévoient notamment :

- une annulation effectuée **plus de sept (7) jours ouvrés avant le début de la formation** dans les conditions prévues par la plateforme ;
- en cas d'annulation **moins de sept (7) jours ouvrés avant le début de la formation**, une **indemnité d'annulation de 5 % du prix de la formation** peut être due à l'organisme de formation, conformément aux règles applicables sur Mon Compte Formation ;
- en cas de **non-présentation injustifiée du stagiaire** à la date de début de la formation, une indemnité de 5 % du prix de la formation peut également être due à l'organisme de formation, conformément aux règles applicables ;
- en cas d'absence, d'interruption ou d'abandon en cours de formation, les règles de paiement et de remboursement prévues par Mon Compte Formation s'appliquent notamment en fonction de l'assiduité du stagiaire.

En cas de **force majeure reconnue par Mon Compte Formation**, les règles spécifiques prévues par la plateforme peuvent permettre l'annulation sans application de l'indemnité correspondante, sous réserve de la production d'un justificatif recevable.

Le client ou stagiaire utilisant son compte CPF reconnaît que certaines démarches d'annulation doivent être réalisées directement depuis son espace personnel **Mon Compte Formation**, selon les modalités prévues par la plateforme.

Les remboursements des droits CPF et, le cas échéant, des sommes réglées directement par le titulaire sont effectués conformément aux modalités et délais définis par **Mon Compte Formation**. **LES FORMATEURS PARISIENS** ne peut être tenu responsable des délais de traitement ou de remboursement relevant de la Caisse des Dépôts.

En cas de contradiction entre le présent article et une disposition impérative des règles Mon Compte Formation applicable au dossier, cette dernière prévaut.

4.4 – Justificatifs et contrôle

Tout justificatif produit dans le cadre d'une demande d'annulation, d'absence, de report ou d'interruption doit être **authentique, daté et permettre d'établir la réalité de l'événement invoqué ainsi que son lien avec l'impossibilité de participer à la formation**.

Peuvent notamment être demandés :

- certificat médical ou justificatif médical ;
- arrêt de travail ;
- justificatif d'hospitalisation ;
- justificatif d'accident ;
- acte de naissance ou certificat de décès ;
- justificatif de reprise d'emploi ou contrat de travail ;
- attestation de l'employeur ;
- convocation administrative ou judiciaire ;
- tout document officiel permettant d'établir la réalité de l'empêchement.

LES FORMATEURS PARISIENS se réservent le droit de demander tout justificatif complémentaire nécessaire à l'examen de la situation.

La production d'un justificatif ne vaut pas automatiquement reconnaissance d'un cas de force majeure. Le document doit permettre d'établir un lien suffisamment direct entre l'événement invoqué et l'impossibilité de participer à la formation, sous réserve des dispositions impératives applicables, (notamment dans le cadre de Mon Compte Formation).

Les justificatifs médicaux doivent, dans la mesure du possible, être limités aux informations strictement nécessaires à l'établissement de l'empêchement et ne nécessitent pas la communication d'informations médicales détaillées lorsque celles-ci ne sont pas nécessaires.

En cas de doute sérieux concernant l'authenticité d'un document ou la réalité de l'empêchement invoqué, **LES FORMATEURS PARISIENS** pourront demander un justificatif complémentaire.

4.5 – Information et délai de déclaration

Le client ou le stagiaire s'engage à informer **LES FORMATEURS PARISIENS** de tout empêchement, annulation ou demande de report **dès qu'il en a connaissance** et, lorsque les circonstances le permettent, avant le début de la formation.

Toute annulation, pour être effective, devra être confirmée par écrit, par courrier, e-mail ou tout autre moyen permettant d'en apporter une preuve tangible.

Lorsqu'un justificatif est nécessaire, celui-ci doit être transmis dans les meilleurs délais et, lorsque cela est possible, **avant le début de la formation**.

Toute absence non signalée et non justifiée pourra être considérée comme une absence injustifiée et entraîner l'application des conditions financières prévues au présent contrat (ou, dans le cadre d'une formation financée par Mon Compte Formation, des règles applicables sur la plateforme).

Le défaut de transmission d'un justificatif dans un délai raisonnable peut entraîner l'application des conditions d'annulation ou d'absence prévues au présent article, sous réserve des dispositions légales ou réglementaires applicables.

Les présentes dispositions s'appliquent sous réserve des dispositions légales, réglementaires et contractuelles impératives qui leur seraient applicables.

5. VALIDITE DES OFFRES

Concernant les coûts, les devis ont une durée de validité de **3 mois**. Les dates sont données **à titre indicatif**. Elles ne sont considérées comme définitives qu'après la validation du centre à compter de la réception du présent devis revêtu du « bon pour accord » et de l'acompte de formation ou de l'accord de prise en charge d'un organisme collecteur. L'absence de l'une ou l'autre de ces conditions autorise le centre de formation à suspendre son engagement de formation. De même, une réservation n'est considérée comme effective que si l'accord parvient dans une agence de LES FORMATEURS PARISIENS **au moins 5 jours** avant le début de la formation prévue au devis. Dans le cas d'une confirmation plus tardive, le centre ne garantit pas une inscription aux dates proposées.

Les inscriptions sont réalisées **au fur et à mesure** de l'arrivée des dossiers d'inscription. Pour être considéré comme inscrit, un candidat doit satisfaire à l'entité des conditions prévues initialement (« bon pour accord + modalités de règlement »). Dans le cas contraire, et dès le remplissage du stage au volume défini par LES FORMATEURS PARISIENS, le centre n'est pas tenu d'accepter l'inscription d'un candidat. Seule la convocation par le centre de formation vaut engagement en formation à l'exception des cas prévus à l'article 6.

6. ANNULATION PAR LES FORMATEURS PARISIENS

LES FORMATEURS PARISIENS se réservent le droit de sous-traiter, de reporter une session pour préserver un meilleur équilibre du stage, dans le cas de l'atteinte du nombre de candidats initialement prévu ou d'annuler pour des raisons générales d'organisation (notamment dans les cas de force majeure).

Dans ce cas, et si l'action ne peut être reconduite dans un délai de trois mois, les sommes déjà versées seraient intégralement reversées. Dans le cadre d'une sous-traitance, LES FORMATEURS PARISIENS reste le garant de la correcte réalisation de l'action de formation.

7. FACTURATION

Tout stage commencé est facturé dans **son entier**. En aucun cas le centre de formation n'est tenu à la prise en charge de frais annexes, générés par la formation et notamment ceux dûs au titre du déplacement et quelles que soient les causes qui l'aient occasionné.

La facture est présentée **en début de formation** et doit être dans tous les cas acquittée **avant la fin de l'action**. Elle tient lieu de **convention simplifiée**. A l'initiative du centre ou à la demande du client, une convention de formation peut être réalisée.

Tout paiement différé au-delà des échéances initiales sera majoré de plein droit et sans autre avis d'un intérêt de 1.50 % par mois de retard. Pour les professionnels, conformément aux dispositions prévues aux articles L. 441-3 et L. 441-6 du Code du commerce relatifs à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, une somme de 40 euros net de TVA sera appliquée en sus des pénalités légales.

Les attestations de formation sont délivrées à l'issue des formations. Par contre les certificats de fin de formation de type, FIMO, FCO (Arrêté du 31/3/1998), Caces ou tous autres certificats requis par les pouvoirs publics ou autres instances pour l'exercice ou la pratique de certaines activités **ne sont délivrées que lorsque la facture émise correspondant à ladite formation est dûment acquittée**. Dans l'attente, ce justificatif est conservé par le centre de formation au titre d'une « garantie de paiement ».

8. INCIDENTS EN FORMATION

En aucun cas, la responsabilité d'un intervenant ou du centre formation ne peut être engagée pour des dommages matériels ou corporels dans le cadre de la réalisation de formations intra ou inter entreprise à l'occasion d'exercices ou manœuvres réalisés avec des matériels ou véhicules de l'entreprise.

9. TRAITEMENT DES RECLAMATIONS

Si vous n'êtes pas parvenu à résoudre votre litige après nous avoir adressé une réclamation écrite (courrier ou courriel), datée, rappelant les circonstances qui ont donné lieu au différend et ce que vous réclamez, vous pourrez saisir le médiateur de la consommation, désigné ci-dessous, si vous avez reçu une réponse écrite négative de notre part ou pas de réponse deux mois après l'envoi de votre réclamation.

Conformément aux articles L.616-1 et R.616-1

du code de la consommation, notre société a mis en place un dispositif de médiation de la consommation. L'entité de médiation

retenue est : **MEDIATION CONSOMMATION DÉVELOPPEMENT/MED CONSO DEV**

En cas de litige, vous pouvez déposer votre réclamation sur son site :

<https://www.medconsodev.eu> ou par voie postale en écrivant à :

MEDIATION CONSOMMATION DÉVELOPPEMENT/MED CONSO DEV

Centre d'Affaires Stéphanais SAS

IMMEUBLE L'HORIZON – ESPLANADE DE

FRANCE

3, RUE J. CONSTANT MILLERET – 42000 SAINT-ÉTIENNE

10. LITIGES

En cas de litige, seuls les tribunaux du ressort du siège social du centre de formation sont compétents.

Initiales	
-----------	--